



# OBJECTIF AFRIQUE



## LETTRE D'INFORMATION ECONOMIQUE

N° 236 – 07 JUIN 2023



### ZOOM SUR ... Les échanges commerciaux et les investissements entre la France et les pays d'Afrique subsaharienne en 2022



#### LES TITRES A LA UNE

Afrique de l'Est – L'abandon du LIBOR fait craindre des pressions sur les 51 Mds USD totaux de dettes libellées en dollars au Kenya, Ouganda et Tanzanie

Afrique de l'Ouest – Hausse de l'insécurité alimentaire dans le Sahel et le Golfe de Guinée

Kenya – Les prêts de la Chine à leur plus bas niveau depuis 2008

Mozambique – TotalEnergies publie un plan d'action sur l'amélioration de la situation des communautés affectées par son projet gazier

Sénégal – Accord au niveau des services du FMI pour un programme de financement de 1,5 Md USD

#### LE CHIFFRE À RETENIR

**2<sup>nd</sup>**

La France reste le 2<sup>nd</sup> pays investisseur étranger en Afrique subsaharienne en termes de stocks d'IDE avec 60 Mds USD.



#### TABLE DES MATIERES

Zoom sur...	2
Retour sur...	3
Conjoncture	4
Environnement des affaires	6
Projets et financements	8
Secteurs d'activités	10
Energies et matières premières	10
Industrie, transport et services	13
Agriculture et agroalimentaire	14
Agenda	15
Contacts	17

## Zoom sur...

### Les échanges commerciaux et les investissements entre la France et les pays d'Afrique subsaharienne en 2022

Même s'ils ne représentent que 2% du total du commerce extérieur de la France en 2022, les échanges commerciaux avec les pays d'Afrique subsaharienne ont atteint l'an passé leur plus haut niveau sur ces dix dernières années (26,7 Mds EUR, 15,9 Mds EUR d'importations et 10,8 Mds EUR d'exportations). Cette hausse des échanges bilatéraux est largement portée par un accroissement des importations – notamment d'hydrocarbures qui représentaient plus des deux tiers de la hausse en raison de la hausse des prix et des conséquences de l'invasion de l'Ukraine par la Russie qui ont entraîné un changement des chaînes d'approvisionnement commerciales des pays européens.

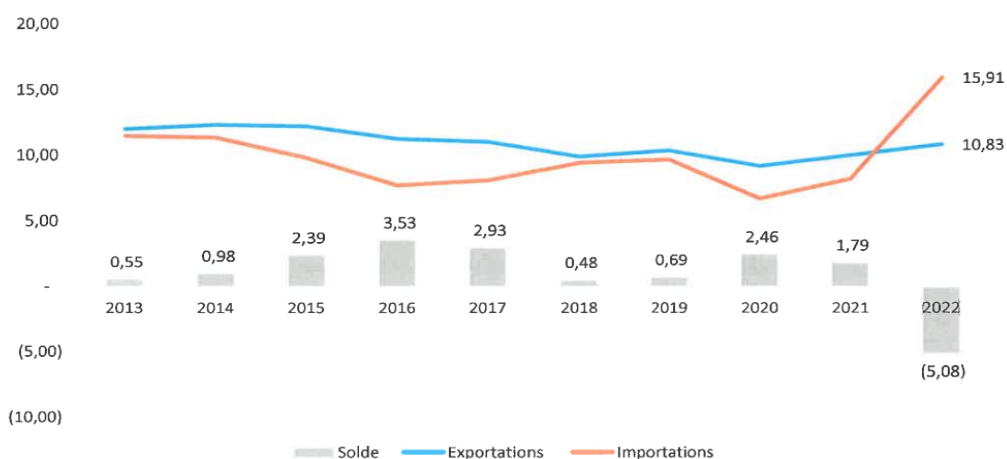
L'Afrique subsaharienne a néanmoins une place stratégique dans les échanges extérieurs français, puisqu'elle est à la fois un fournisseur important pour les hydrocarbures, les produits agricoles et les minerais – elle fournissait en 2022 11% des importations françaises d'hydrocarbures et 9,5% des importations de produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture – et un client pour les équipements mécaniques, matériaux électriques et électroniques ainsi que pour les produits des industries agroalimentaire et pharmaceutique.

Au-delà des échanges commerciaux, la France reste un investisseur de premier rang en Afrique subsaharienne. Elle était en effet le second investisseur étranger sur le continent en termes de stock d'IDE en 2021 avec 60 Mds USD, derrière le Royaume-Uni (65 Mds USD). Le nombre de filiales d'entreprises françaises en Afrique subsaharienne a quant à lui plus que doublé entre 2010 et 2020, alors qu'il n'a augmenté que de 51% dans le monde sur la même période. En termes de flux, les investissements français en Afrique ont poursuivi une tendance à la baisse amorcée depuis 2015 et ne représentent que 2,5% du stock d'IDE français à l'étranger (soit 31,9 Mds USD).

Ainsi, l'évolution des échanges commerciaux et des investissements en Afrique subsaharienne témoigne moins une perte de vitesse des entreprises françaises qu'une évolution au profit d'une production locale. Entre 2010 et 2020, le chiffre d'affaires cumulé des entreprises françaises implantées en Afrique subsaharienne a connu une progression annuelle moyenne de 2,3% quand les exportations françaises diminuaient, elles, de 2% par an en moyenne sur la même période. Le développement d'une production locale de certaines filiales françaises s'est ainsi substitué à certaines exportations.

Sources : Les données sont issues des douanes françaises et de la Banque de France

#### 1. Evolution des échanges France – Afrique subsaharienne et balance commerciale, en Mds€



Source : douanes françaises

## Retour sur...

### La réunion France-CEMAC

Les ministres de l'économie et des finances, les présidents des institutions et les gouverneurs des banques centrales de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) et de la France se sont réunis mardi 25 avril 2023 à Paris au Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique.

La réunion des Ministres et des Gouverneurs de la CEMAC et de la France a rassemblé 11 ministres de 7 pays (Cameroun, Centrafrique, Congo, France, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad), les gouverneurs de Banque centrale et les présidents d'institutions.

Sous la co-présidence du Ministre de l'économie et des finances du Congo, président du comité ministériel de la CEMAC, M. Jean-Baptiste Ondaye, et de Bruno Le Maire, ces échanges ont permis d'identifier les facteurs clefs de résilience des économies de la sous-région, les moyens de renforcer leur convergence et leur diversification. Les participants ont également partagé leurs visions des initiatives multilatérales engagées pour soutenir les économies des pays en développement depuis le début de la crise, notamment en Afrique, afin d'éviter le risque de divergence des pays vulnérables. Ces dialogues ont permis d'alimenter les réflexions en vue du Sommet pour un Nouveau Pacte financier, qui se tiendra à Paris les 22 et 23 juin, afin d'examiner plusieurs pistes concrètes pour renforcer la capacité des économies africaines à répondre aux défis auxquelles elles sont confrontées. La France a enfin rappelé que les pays d'Afrique centrale pouvaient compter sur son engagement au niveau bilatéral, européen et multilatéral pour les accompagner dans leurs priorités de développement, alors qu'elle entretient des coopérations financières, économiques et monétaires très étroites avec la sous-région.

La réunion était précédée, le 24 avril, d'une réunion des experts consacrée au financement des projets intégrateurs de la CEMAC, aux enjeux liés à la monnaie numérique de banque centrale et à la préparation de la réunion plénière.



## Conjoncture

### Afrique australe – La Banque Africaine de Développement (BAfD) revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour l’Afrique australe

Dans le cadre de son rapport annuel African Economic Outlook, la Banque Africaine de Développement (BAfD) a mis à jour ses prévisions de croissance pour l’année 2023. La croissance du PIB dans la sous-région australe devrait atteindre 1,6% en 2023, après 2,7% en 2022. La BAfD a revu à la baisse ses prévisions de 2,4 points par rapport à ses anticipations du mois de janvier. Cette correction s’explique par la révision à la baisse de la croissance sud-africaine à 0,2% (contre 1,4% en janvier), à un niveau comparable à ceux des autres institutions internationales (+0,1% pour le FMI, +0,5% pour la Banque Mondiale).

### Afrique de l’Est – L’abandon du LIBOR fait craindre des pressions sur les 51 Mds USD totaux de dettes libellées en dollars au Kenya, Ouganda et Tanzanie

La réévaluation des prêts étrangers crée des incertitudes dans les économies d’Afrique de l’Est qui cherchent à se protéger contre une augmentation du service de leurs dettes suite à l’abandon du LIBOR comme taux de référence fin juin 2023. En effet, les emprunteurs souverains sont fortement exposés au risque de volatilité des taux d’intérêts en raison de la part importante de leur dette libellée en dollars. Pour rappel, en mars 2023, la dette extérieure de la Tanzanie s’élevait à 29,59 Mds USD dont 68 % libellés en dollars. Au Kenya, l’encours de la dette extérieure s’élevait à 30,4 Mds USD au mois de février, dont 67 % libellés en dollars. Et en Ouganda, le stock total de la dette publique fin de décembre 2022 avait augmenté de 4,8 % pour atteindre 21,74 Mds USD (dont 30 %

libellés en dollars). Le Trésor national kenyan, en consultation avec les créanciers concernés, travaille à une transition du LIBOR vers des taux alternatifs tels que le Secured Overnight Financing Rate (SOFR) pour les prêts libellés en dollars. Cependant, les remplacements proposés pour le LIBOR seront spécifiques à chaque pays.

### Kenya – Le National Treasury envisage l’émission d’un euro-bond

Le National Treasury kenyan envisage d’émettre une nouvelle euro-obligation avant la fin de l’année fiscale 2023/24, afin de rembourser l’obligation à 10 ans de 2 Mds USD arrivant à échéance en juin 2024. Dans l’intervalle le gouvernement est sur le point de conclure un accord pour lever 200 MUSD auprès d’un syndicat de banques au cours des prochaines semaines, dans le cadre de l’emprunt commercial de 600 MUSD prévu pour FY2022/2023. Le premier budget de l’administration Ruto, d’un montant de 27,12 Mds USD en 2023/24, présenterait un déficit de 5,33 Mds USD. Ce déficit doit être financé par 1,47 Mds USD de financements extérieurs nets et par 3,86 Mds USD d’emprunts intérieurs nets. Au total, le service de la dette au cours de l’exercice financier actuel devrait représenter 63 % des recettes fiscales que la Kenya Revenue Authority (KRA) doit percevoir d’ici le mois de juin.

### Kenya – Moody’s abaisse les notes de la dette du Kenya de B2 à B3

Moody's a abaissé vendredi de B2 à B3 la note de la dette senior non garantie du Kenya ainsi que les notes d’émetteur à long terme en monnaie étrangère et en monnaie locale. L’agence a ajouté que les conditions de financement intérieur du Kenya se sont considérablement détériorées au cours des deux derniers mois, avec une émission intérieure nette très faible contribuant aux déficits de financement et aux retards dans les dépenses du gouvernement. Sans accès aux marchés obligataires internationaux pour refinancer les amortissements externes à venir, Moody's s’attend à ce que le Kenya

s'appuie principalement sur le financement concessionnel des institutions financières multilatérales, ainsi que sur des prêts commerciaux syndiqués pour répondre à ses besoins de financement externe.

### **Kenya – Les prêts de la Chine à leur plus bas niveau depuis 2008**

La publication des documents du National Treasury kényan indique que les prêts chinois pour l'exercice FY2023/2024 tomberont à 12,7 MUSD contre 216,5 MUSD en FY2022/2023 et 522,5 MUSD en 2017 (année de financement record). En effet, au cours de la dernière décennie, le pays a été l'un des principaux bénéficiaires des prêts accordés par la Chine pour le développement des infrastructures telles que des routes (Thika Super Highway) et des chemins de fer (SGR), faisant de Pékin le plus grand créancier bilatéral du Kenya depuis 2015. La baisse des financements accordés survient alors Pékin adopte une approche plus prudente en matière de prêts en Afrique, où certains pays ont atteint la limite de leur capacité d'emprunt. D'ici 2025, le président chinois a déclaré que son pays réduirait d'un tiers le montant global des fonds fournis à l'Afrique, pour le ramener à 40 Mds USD. Dans le même temps, le Kenya a augmenté son recours aux prêts concessionnels multilatéraux. Pour rappel, les prêts de la Banque mondiale ont presque doublé lors des trois précédents exercices, passant de 5,9 à 11 Mds USD, tandis que ceux du FMI ont plus que triplé, passant de 480 MUSD à 1,75 Md USD sur la même période.

### **Afrique de l'Ouest – L'inflation en UEMOA atteint 5,7% au T1 2023.**

Selon la BCEAO, l'inflation au sein de l'UEMOA s'est établie à +5,7% en g.a en mars 2023, au même niveau que le mois précédent, principalement tirée par les prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (contribution de +3,2 points de pourcentage). Les principaux indicateurs d'activité ont connu dans l'ensemble une amélioration en mars 2023, traduisant une orientation favorable de la conjoncture au

sein de l'UEMOA. S'agissant des indices du chiffre d'affaires, ceux du commerce et des services marchands ont respectivement progressé de 11,9% et 3,8% en glissement annuel (g.a.) en mars 2023 tandis que l'indice de la production industrielle a enregistré une hausse de 2,9%. Toutefois, l'indicateur du climat des affaires dans l'UEMOA, traduisant les opinions des chefs d'entreprise sur la conjoncture, a baissé en moyenne de 0,9 point en g.a., reflétant les diminutions des scores du Burkina Faso (-5,6 points en g.a) et de la Côte d'Ivoire (-5 en g.a.). A noter que les scores des autres pays ont enregistré une hausse, dont Togo (+9,7 en g.a), le Bénin et le Niger (+5,7 en g.a chacun).

### **Afrique du Sud – La Banque centrale réhausse son taux directeur à 8,25%, soit son plus haut niveau depuis 2009**

Le comité de politique monétaire de la banque centrale sud-africaine (South African Reserve Bank – SARB) a rehaussé le 25 mai son taux directeur de 0,5 point à 8,25%, soit son plus haut niveau depuis janvier 2009. Il s'agit de la dixième augmentation consécutive de l'indicateur depuis novembre 2021 (soit +4,75 points au total). Le taux d'intérêt préférentiel, utilisé comme référence par les banques commerciales dans leurs opérations de prêts aux particuliers, s'élève désormais à 11,75%, accentuant la pression sur les finances des ménages. La SARB justifie sa décision par le niveau élevé de l'inflation qui a atteint 6,8% sur un an au mois d'avril, après 7,1% en mars. Elle demeure ainsi supérieure à la fourchette cible de la SARB (de 3% à 6%) depuis douze mois. La Banque centrale a légèrement rehaussé ses prévisions de croissance pour l'année 2023, à 0,3%, soit +0,1 point par rapport à ses anticipations de mars – en raison d'une hausse anticipée de la croissance mondiale. L'impact des délestages électriques reste évalué à -2 points de croissance. Les prévisions pour 2024 et 2025 restent inchangées, à un niveau atone (respectivement +1% et +1,1%), témoignant des difficultés structurelles de l'économie. Les marchés ont réagi défavorablement à cette annonce, puisque le rand s'est dévalué de 2,5% dans les heures

suivantes pour atteindre au maximum la parité de 19,8 ZAR contre 1 USD dans la journée. Le prochain comité de politique monétaire aura lieu le 20 juillet 2023.

### **Angola** – La Banque centrale maintient son taux directeur à 17%

Le comité de politique monétaire de la banque centrale a maintenu son taux directeur à 17% le 19 mai, après l'avoir abaissé d'un point au mois de mars. L'institution justifie sa décision par la baisse continue de l'inflation sur les quinze derniers mois (la hausse des prix sur un an a atteint 10,6% en avril, contre 12,6% en janvier 2023 et 22,7% en janvier 2022). L'institution souhaite toutefois faire preuve de prudence, dans un contexte marqué par la dévaluation de la devise locale. Le kwanza angolais s'est déprécié de 6,7% sur les 30 jours précédant le comité pour atteindre la parité de 541 AOA pour 1 USD. La réduction de l'excédent de la balance commerciale (6 Mds USD sur les quatre premiers mois de l'année, soit -27% par rapport à la même période de l'année précédente), qui résulte d'une forte contraction des exportations (-23%) et entraîne une raréfaction des devises étrangères, renforce en effet le risque d'inflation importée, via une pression à la baisse sur le taux de change. Dans ce contexte et pour limiter le risque de change, la Banque centrale a mis en vente des bons du Trésor en devises étrangères à hauteur de 350 M USD - pouvant être acquis en devise locale. Les autres indicateurs macroéconomiques restent en revanche stables : la croissance devrait ainsi se maintenir à 2,8% en 2023 (après 2,8% en 2022), conformément aux estimations. Les réserves internationales se maintiennent également à un niveau satisfaisant (14,5 Mds USD, soit 6,6 mois d'importations). La prochaine réunion du comité de politique monétaire se tiendra les 17 et 18 juillet.

### **Bénin** – S&P maintient la note du pays à « B+ » avec perspective stable

L'agence de notation Standard & Poor's (S&P) a maintenu la note "B+" attribuée au Bénin, avec perspective stable. Selon S&P,

cette décision se justifie par la bonne dynamique de croissance de l'économie béninoise, qui devrait atteindre 6,5% en 2023, puis s'établir en moyenne à 6,8% entre 2024 et 2026. L'agence met également en avant (i) les bénéfices importants attendus du développement de la zone industrielle de Glo-Djigbé, de l'oléoduc Niger-Bénin et de la modernisation du port de Cotonou et (ii) l'efficacité des mesures mises en place par le gouvernement pour limiter l'inflation, qui a atteint 1,4 % en 2022, contre une moyenne de 7,4% dans l'UEMOA. En outre, le déficit budgétaire devrait se réduire à 4,5% du PIB en 2023, puis à 2,8% du PIB en moyenne entre 2024 et 2026. Enfin, S&P souligne la qualité de la relation entre le Bénin et les bailleurs officiels, permettant au pays de maintenir un accès à des financements concessionnels attractifs malgré la hausse des taux d'intérêt.

## **Environnement des affaires**

### **Afrique centrale** – Les entrepreneurs africains au cœur de la nouvelle stratégie de Proparco 2023-2027

La nouvelle stratégie quinquennale de Proparco « Agir ensemble pour plus d'impacts » a été dévoilée le 27 mars 2023 par Françoise Lombard, Directrice Générale du groupe. La branche dédiée au secteur privé de l'AFD décline cette stratégie autour de deux initiatives existantes, « Choose Africa » et « Digital Africa », qui ont déjà permis d'accompagner 26 000 entreprises et plusieurs dizaines de milliers de micro-entrepreneurs sur les 5 dernières années. A ce titre, Proparco envisage de débloquer environ 20 Mds FCFA à destination des start-up africaines et de consacrer 50% de son activité sur le continent africain à l'horizon 2025.

### **Cameroun** – Acquisition de Guinness Cameroun par le groupe Castel

Le projet d'acquisition de Guinness Cameroun par la filiale camerounaise du groupe Castel a été approuvé par les autorités camerounaises et de la CEMAC le 28 mars 2023. Cette opération fait suite à l'annonce en juillet 2022 par Diageo de la vente de la Brasserie Guinness Cameroun au groupe Castel pour un montant de 459,8 M USD (soit env. 300 Mds FCFA). Le groupe Castel reprend ainsi la production et la distribution nationale des produits Guinness au Cameroun dans le cadre d'un accord de licence et de redevances, conformément au plan d'investissement de 200 Mds FCFA sur 5 ans annoncé en décembre 2022 afin de renforcer les capacités de production du groupe, de développer sa gamme de produits et leur distribution sur l'ensemble du territoire.

### **Ethiopie – Lancement du service paiement en ligne de Safaricom**

L'opérateur kenyan Safaricom lance son service de paiement en ligne, M-PESA, en Éthiopie après avoir eu le 11 mai dernier l'aval de la banque centrale éthiopienne (NBE). Ce dernier avait obtenu en 2021 la toute première licence de téléphonie mobile dans le pays et était entré effectivement sur le marché en 2022. Ce service, à l'image de Telebirr, permet aux utilisateurs d'envoyer et recevoir de l'argent, de payer des factures ou des achats, même sans disposer d'un compte bancaire. Il devrait être effectif d'après l'entreprise au deuxième semestre 2023. Cette annonce en faveur de Safaricom M-Pesa Mobile Financial Service Plc, filiale de Safaricom avec des capitaux sud-africains (via l'opérateur Vodacom) et japonais (via le groupe Sumimoto), est la concrétisation de l'accord trouvé avec le gouvernement éthiopien à l'octobre 2022. La NBE a été chargée ces derniers mois d'établir le cadre réglementaire permettant aux opérateurs étrangers de proposer sur le territoire éthiopien un tel service. A l'échelle du groupe, M-PESA représente 40 % de ses bénéfices et l'entreprise a connu ces 12 derniers mois une chute historique de ses profits (- 10,6 %) en raison des coûts

d'investissement et d'exploitation très importants en Éthiopie.

### **Nigéria – La banque « Access Bank » ouvre un bureau à Paris**

Le Brexit continue de drainer les banques internationales à Paris. Access Bank, l'une des principales banques du Nigeria, première économie d'Afrique, s'installe dans la capitale française. Active dans 17 pays à force d'acquisitions – en rachetant en particulier à ses débuts l'entité du Crédit Lyonnais au Nigeria –, la banque de Lagos, spécialisée dans le financement du commerce international, vient d'obtenir l'agrément de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) pour exercer en France. A Paris, Access Bank va ainsi rejoindre les banques nigérianes déjà implantées dans l'Hexagone, comme la First Bank of Nigeria (agrée depuis 2007) ou encore la United Bank for Africa au travers d'un bureau de représentation (2009). Herbert Wigwe, le CEO, dit « vouloir dupliquer à Paris le succès de sa banque à Londres dans le commerce international ». Access Bank compte en effet 200 personnes au Royaume-Uni et a franchi la barre des 130 M USD de produit net bancaire. « De nombreuses banques internationales se retirent du continent africain ou réduisent la voilure. Nous pouvons servir de passerelle aux grands groupes internationaux qui veulent s'y implanter, ou accroître leur volume d'affaires », dit le dirigeant. « Nous voulons permettre aux entreprises africaines d'accéder aux marchés internationaux de capitaux, et dans cette optique le marché français est pour nous stratégique », a ajouté le patron de la filiale britannique d'Access Bank, Jamie Simmonds.

### **Nigéria – Tenue du Conseil d'affaires France-Nigéria à Paris**

Le président du Conseil d'affaires France-Nigeria, Abdul Samad Rabiou, a transmis les rênes du Conseil d'affaires France-Nigéria, après un mandat de deux ans couronné de succès, au président du groupe Access Bank, Herbert Wigwe. M. Rabiou, fondateur et

président exécutif du groupe BUA, a transmis la présidence à M. Wigwe lors d'une cérémonie qui s'est tenue mercredi au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, marquant un nouveau chapitre dans l'histoire du Conseil. Dans son discours, M. Rabiou a exprimé sa gratitude aux membres du Conseil, au président Emmanuel Macron et aux autres parties prenantes pour leur soutien indéfectible durant son mandat. Pendant son mandat, le Conseil a franchi des étapes importantes dans le renforcement des liens commerciaux entre la France et le Nigeria, promouvant la croissance et la prospérité mutuelles. Sous sa direction, le Conseil a notamment organisé plusieurs Forums d'affaires France-Nigeria qui ont débouché sur plusieurs partenariats fructueux entre des entreprises françaises et nigériennes. M. Rabiou a enfin exprimé sa confiance dans la capacité de M. Wigwe poursuivre ce travail, citant sa vaste expérience et sa connaissance approfondie du paysage financier mondial tout comme des atouts du Nigeria.

## Projets et financements

### Ghana – Le FMI approuve une facilité élargie de crédit de 3 Mds USD

Le mercredi 17 mai 2023, le Conseil d'administration du FMI a approuvé un accord au titre d'une facilité élargie de crédit (FEC) d'un montant de 3 Mds USD à destination du Ghana. Un premier versement à hauteur de 600 M USD, représentant 20 % du montant total de la FEC, est attendu dans les prochains jours. Un deuxième paiement de 600 M USD est prévu pour le mois de novembre. Les sommes restantes devraient être versées en cinq tranches de 360 M USD, à l'issue d'examens semestriels. Le programme prévoit des réformes permettant de soutenir l'activité économique et de renforcer la stabilité du système financier ghanéen. Il comprend notamment des réformes fiscales structurelles, comme l'augmentation des

recettes et la rationalisation des dépenses. Ces réformes devraient être associées à des politiques visant à protéger les ménages vulnérables et à soutenir les secteurs de l'énergie et du cacao. En outre, des politiques monétaires visant à stabiliser le taux de change contribueront à contenir l'inflation et à reconstituer les réserves internationales de change. Enfin, un volet sur l'amélioration du climat des affaires devrait aider à la relance économique. Dans ce contexte, le cedi ghanéen s'est fortement renforcé pour atteindre 10,30 GHS pour 1 USD le 18 mai 2023, s'appréciant ainsi de 5 % contre le dollar depuis le début de la semaine et atteignant un nouveau plus haut depuis le 10 janvier 2022. Plus tôt dans la semaine, la devise s'était renforcée, ouvrant à 10,9 GHS pour 1 USD, pour atteindre 10,75 le mercredi 17 mai, tandis que le gouvernement ghanéen concluait une nouvelle vente par adjudication de bons du trésor le 15 mai pour un montant total de 2,7 Md GHS – inférieur de 550 M GHS au montant cible. Les taux d'intérêts des bons du Trésor à 1 an, 6 mois et 3 mois ont ainsi continué d'augmenter, pour atteindre respectivement 27,26 %, 22,47 % et 19,74 %. Pour rappel, le cedi ghanéen s'échangeait à 7,5 GHS pour 1 USD il y a un an et avait atteint un plus bas historique autour de 14 GHS pour 1 USD en novembre 2022. Depuis, le cedi ghanéen s'est corrigé de +33 % contre le dollar, devenant la monnaie ayant connu le plus fort redressement au monde sur les 6 derniers mois.

### Ghana – La Banque Mondiale déploie 750 M USD pour le Fonds de stabilité financière de la dette domestique

Le ministère des Finances a annoncé la mise en œuvre du Fonds de stabilité financière par le déboursement de 750 M USD – dont 250 M USD alloués par la Banque mondiale sous forme de prêt. Le Fonds de stabilité financière (FSF) vise à soutenir les activités des institutions financières qui ont participé au programme de restructuration de la dette domestique. Il est l'un des instruments financiers mis en œuvre par le gouvernement ghanéen visant à améliorer la



stabilité macroéconomique du système financier du Ghana, en fournissant un soutien à la solvabilité et un apport en liquidités aux institutions financières engagées dans le programme d'échanges de dettes (Domestic Debt Exchange Program) mis en œuvre au premier trimestre 2023. En amortissant les nouveaux chocs auxquels ces dernières pourraient être confrontées à court terme, le FSF contribuera notamment à fournir des assurances financières aux investisseurs et actionnaires étrangers. Avec cette annonce, le gouvernement espère rassurer les marchés de capitaux au moment où la signature de l'accord de soutien du FMI de 3 Mds USD est désormais envisagée avant la fin du mois de mai.

### **Bénin** – Le FMI conclut positivement la 2<sup>ème</sup> revue au titre du programme

Le Conseil d'Administration du FMI a conclu le 17 mai 2023 la 2<sup>ème</sup> revue au titre du Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC) et de la Facilité Elargie de Crédit (FEC), permettant un décaissement immédiat d'environ 68 M USD (50,8 M DTS). Les performances au titre du programme sont jugées solides par le FMI. Le taux de croissance s'est établi à 6,3% en 2022, soutenu par le secteur de la construction et une bonne récolte agricole. En dépit des perspectives favorables, reflétant notamment l'expansion de la nouvelle zone économique spéciale et la modernisation du port de Cotonou, la guerre prolongée en Ukraine et les défis sécuritaires à caractère régional constituent des risques importants pour les comptes extérieurs et la sécurité alimentaire.

### **Niger** – Accord des services du FMI sur la 3<sup>ème</sup> revue du programme et octroi d'un financement du fonds de résilience et de soutenabilité

Les autorités nigériennes et les services du FMI ont conclu un accord sur la 3<sup>ème</sup> revue du programme économique appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC) et sur la mise en place d'un nouveau programme au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). Cet accord au niveau des services sera

soumis à l'approbation du Conseil d'administration du FMI en juillet prochain. L'approbation de la revue du programme FEC permettrait un décaissement à hauteur de 19,7 M DTS (26,7 M USD), soit 15 % de la quote-part du pays. Le programme au titre de la FRD, pour sa part, appuiera les autorités dans la conduite de réformes structurelles et dans la réalisation d'investissements aux fins de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets, en mettant à la disposition du pays 98,7 M DTS (133,4 M USD). Selon les services FMI, la croissance aurait atteint 11,9% en 2022 et devrait s'établir à 7% en 2023.

### **Sénégal** – Accord au niveau des services du FMI pour un programme de financement de 1,5 Md USD

Le 11 mai 2023, les services du FMI sont parvenus à un accord pour la mise en place d'un programme appuyé par le Mécanisme Elargi de Crédit (MEC) et la Facilité Elargie de Crédit (FEC) d'une durée de 36 mois avec un accès de 1,1 Md DTS (1,5 Md USD, représentant 350% de la quote-part), combiné à la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD) avec un accès de 242,7 M DTS (327,1 M USD, représentant 75% de la quote-part). Cet accord sera soumis à l'approbation du Conseil d'administration du FMI prévu en juin 2023. Les priorités du programme MEDC/FEC portent sur la réduction des vulnérabilités liées à la dette à travers une diminution du déficit budgétaire, le renforcement de la gouvernance financière et du dispositif anti-blanchiment des capitaux et de lutte contre le financement du terrorisme. La FRD soutiendra les objectifs d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, ainsi que les travaux visant à intégrer le changement climatique dans le processus budgétaire. Les services du FMI soulignent que la croissance du PIB hors hydrocarbures est projetée à 5,3% en 2023 (contre une projection initiale de 6 %), mais la croissance globale pourrait toutefois être supérieure à 8%, si la production de pétrole et de gaz démarre au quatrième trimestre de l'année.

## Somalie – Réouverture officielle de la frontière entre le Kenya et la Somalie

Le Kenya a accepté lundi de rouvrir officiellement ses frontières avec la Somalie à Mandera, Lamu et Garissa dans les 90 jours à venir. La réouverture de la frontière entre le Kenya et la Somalie met fin à un blocage de 12 ans qui a commencé en 2011 lorsque le Kenya a lancé l'opération Linda Nchi pour lutter contre l'afflux de combattants d'Al-Shabaab dans le pays. Les gouvernements ont également discuté de projets visant à mettre en place des infrastructures frontalières modernes et sûres afin de faciliter le commerce, la mobilité et la circulation des personnes. Cette initiative, qui coûtera environ 12,4 M USD selon les estimations, sera financée par le Royaume-Uni dans le but de trouver une solution durable à l'insécurité et à l'instabilité persistantes dans la région de la Corne de l'Afrique.

## Tchad – Approbation par la Banque mondiale d'un don de 150 M USD pour lutter contre les inondations

La Banque mondiale a approuvé le 4 avril 2023, un don de 150 M USD de l'Association Internationale de Développement (IDA) pour permettre au Tchad de réduire le risque d'inondation et renforcer la planification urbaine résiliente au climat et certains services liés à la gestion des inondations à N'Djamena. Le financement s'inscrit dans le cadre du Projet intégré pour la Lutte contre les Inondations et la Résilience Urbaine à N'Djamena (PILIER), qui vise à financer des infrastructures de protection contre les inondations et de drainage en priorisant des solutions vertes, tout en promouvant leur durabilité par des mécanismes d'opération et de maintenance renforcés. Le financement de ce projet permettra une intervention en réponse aux urgences et s'appuiera sur une approche globale pour améliorer la résilience de la ville face aux défis du changement climatique.

## Secteurs d'activités

### Energies et matières premières

## Mozambique – TotalEnergies publie un plan d'action sur l'amélioration de la situation des communautés affectées par son projet gazier

TotalEnergies a publié un plan d'action pour le développement socio-économique de la région du Cabo Delgado, où les projets d'exploitation du Gaz Naturel Liquéfié en cours de développement par la major pétrolière (Mozambique GNL) sont localisés. Le plan a été élaboré sur la base des recommandations de Jean-Christophe Ruffin - ancien directeur de l'ONG Action contre la faim et ex-Ambassadeur de France au Sénégal. Le plan d'action, supervisé par M. Rufin, devrait accélérer le versement de compensations financières et la construction de nouveaux logements pour les familles déplacées, le soutien au secteur de la pêche locale et la création d'une fondation pour améliorer la situation socioéconomique des communautés locales. L'initiative, qui dit vouloir promouvoir un développement local, inclusif et durable du GNL intervient dans un contexte de forte mobilisation des populations locales et ONG internationales. Elle sera dotée d'un budget pluriannuel de 200 M USD. Pour rappel, le projet de Total Energie (23 Mds USD d'investissements), avait été interrompu en 2021 en raison de la dégradation de la situation sécuritaire dans la région (attaques de civils par des insurgés liés à l'État islamique). Le projet Mozambique LNG devait initialement livrer sa première cargaison en 2024, avec pour objectif de produire jusqu'à 43 M de tonnes de gaz par an. Étant donné l'amélioration récente de la situation sécuritaire dans la région, il est prévu que le projet de Total Énergie reprenne dans les mois à venir.

## Guinée – Instauration d'un prix de référence applicable à la vente de bauxite

Afin d'améliorer le rendement des recettes publiques issues de l'exploitation de la bauxite, les autorités guinéennes ont décidé d'instituer un prix de référence applicable à la vente du minerai. Ce prix sera utilisé pour déterminer les obligations fiscales des sociétés minières qui produisent ou exportent la bauxite. Il est supposé refléter les conditions de marché des producteurs de bauxite en Guinée et est déterminé par une formule qui tient compte de paramètres liés au marché de destination et à la qualité du minerai. Pour rappel, la Guinée est l'un des leaders mondiaux de la bauxite, avec une production estimée à 103,5 Mt en 2022.

## Afrique du Sud – Lancement de la phase II du Lesotho Highlands Water Projects

Le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a annoncé le lancement des travaux de la phase II du Lesotho Highlands Water Projects (LHWP) mardi 23 mai, après plusieurs reports. Le projet LHWP-II consiste en la construction du barrage de Polihali et d'un tunnel de transfert d'eau de 38 km. Une fois achevé (horizon estimé en 2028), le barrage, d'une hauteur de 165 m, permettra de fournir 465 millions de m<sup>3</sup> d'eau par an au système de ressources en eau de la rivière du Vaal, augmentant ainsi sa capacité de 60% – pour rappel ce système assure notamment l'approvisionnement en eau de la région du Gauteng. De plus, le barrage aura une capacité de production de 1,2 GW – permettant au Lesotho de renforcer son indépendance énergétique alors que le pays importait plus de 60% de son électricité en 2019. Le coût de la deuxième phase du projet s'élève à 40 Mds ZAR (1,9 Mds EUR), dont une partie (38,5%) a été financée grâce à des Partenariats Public-Privé (PPP) – réunissant notamment les grandes banques commerciales sud-africaines (ABSA, Investec, Nedbank, RMB et Standard Bank), la banque de développement régionale (Development Bank of Southern Africa) et

l'agence publique Trans Caledon Tunnel Authority. Pour rappel, l'accord bilatéral entre le Lesotho et l'Afrique du Sud pour le développement du projet avait été signé en octobre 1986 et la première phase achevée en 2003. Elle comprenait la construction de trois barrages, d'une tour de prise d'eau, d'un tunnel de transfert, un tunnel de livraison et une centrale hydroélectrique. Face au déficit hydrique sud-africain qui pourrait atteindre 17 % en 2030, le gouvernement souhaite développer la coopération transfrontalière des ressources en eau pour assurer l'approvisionnement du pays. De plus, ce projet participe au développement économique du Lesotho – pour rappel, les secteurs de l'eau et de l'électricité comptaient pour plus de 5% du PIB en 2022.

## Gabon – Perenco et GPC signent un accord pour la construction d'une centrale thermique au gaz naturel

Perenco, leader du secteur pétrolier et gazier au Gabon, et la Gabon Power Company (GPC), filiale du Fonds Gabonais d'Investissements Stratégiques, ont signé un protocole d'accord pour la construction d'une centrale thermique au gaz naturel de 21MW situé à Mayumba. Cet accord, qui s'inscrit dans les orientations définies par Plan d'Accélération de la Transformation (Pat) du gouvernement relatives à l'augmentation de la capacité énergétique du Gabon, précise que la centrale thermique sera construite par GPC, tandis que Perenco sera en charge de la construction et du fonctionnement des infrastructures de compression et de transport du gaz naturel depuis les puits jusqu'à la centrale, ce qui représente pour l'entreprise franco-britannique un investissement de l'ordre de 40 millions de dollars. Cette centrale permettra d'alimenter, à compter de sa mise en service prévue pour 2025, près de 80 000 foyers, situés à Mayumba, Mouila et Tchibanga grâce à la construction d'une ligne de transport électrique de 90Kv.

## Niger – Signature d'un accord de partenariat entre l'Etat et Orano

Le 4 mai 2023, la Ministre des Mines, le Ministre des Finances et le Président d'Orano Mining ont signé un accord global de partenariat qui couvre plusieurs sujets d'intérêt commun parmi lesquels le projet Imouraren, l'exploitation de la mine de SOMAÏR, le réaménagement de COMINAK et l'engagement sociétal d'Orano au Niger. Cet accord prévoit ainsi les conditions pour préserver la pérennité économique de SOMAÏR et limiter l'impact socio-économique de la fermeture de COMINAK. Dans le même temps, Orano pourra poursuivre la recherche d'options futures pour l'exploitation du gisement d'Imouraren avec un budget d'investissement de 85 M EUR. Une décision d'investissement devrait être prise en 2028 si les études de faisabilité sont concluantes.

### **Nigéria** – La raffinerie Dangote sera inaugurée le 22 mai par le président Muhammadu Buhari

Le conseiller en communication numérique du Président, Bashir Ahmad, a déclaré que Muhammadu Buhari sera présent à l'inauguration de la raffinerie Dangote le 22 mai prochain, pour saluer « les efforts du gouvernement pour rendre le Nigeria autosuffisant dans le raffinage local du pétrole brut et ainsi préserver les devises étrangères jusqu'à présent utilisées pour l'importation de produits pétroliers ». La raffinerie Dangote devrait à l'avenir produire 650 000 barils par jour, soit la plus grande raffinerie à train unique du monde. Elle se situe dans la zone franche de Lekki, près de Lagos. Il s'agira de la plus grande raffinerie de pétrole d'Afrique. L'infrastructure pipelinière de la raffinerie de pétrole Dangote sera également la plus importante au monde, avec 1 100 kilomètres, de quoi traiter trois milliards de pieds cubes standard de gaz par jour. La raffinerie devrait ainsi couvrir 100 % des besoins du Nigeria en produits raffinés et disposera d'un excédent sur chacun de ses produits pour l'exportation.

### **Ouganda** – Des difficultés pour financer les projets pétroliers du pays

La banque britannique Standard Chartered Bank a retiré son offre de financement de 5 Mds USD du projet EACOP (East African Crude Oil Pipeline). TotalEnergies, qui a signé en février 2022 un accord d'investissement de 10 Mds USD avec les gouvernements ougandais et tanzanien et avec le groupe pétrolier chinois CNOOC (China National Offshore Oil Corporation), cherche à boucler le financement du projet pour que la production puisse débuter en 2025 comme annoncé. Le caractère controversé du projet en Europe devrait pousser TotalEnergies à se tourner vers des financements chinois, dans la continuité du contrat conclu le mois dernier avec l'entreprise China Petroleum Pipeline Engineering (PPP), filiale d'une entreprise détenue par l'Etat chinois, pour la construction de l'oléoduc.

### **Tanzanie** – L'AFD, la BAfD et l'UE financent un projet hydroélectrique de 300 M EUR en Tanzanie

Le gouvernement tanzanien et l'Agence française de développement (AFD) ont signé une convention de prêt pour la construction dans la région de Kagera, d'un barrage et de sa centrale hydroélectrique de 86 MW qui permettront d'alimenter 3 à 4 millions de personnes en électricité et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Le projet hydroélectrique de Kakono, mis en œuvre par l'opérateur d'électricité public TANESCO (Tanzania Electric Supply Company), devrait contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serres de 216 000 tCo2/an. Il aura également un impact majeur sur le développement économique de la région des Grands Lacs en pleine expansion. Au-delà du prêt de 110 MEUR de l'AFD, la Banque africaine de développement (BAfD) a également signé aux mêmes dates une convention de prêt de 164 MUSD et l'Union européenne (UE) a accordé une subvention de 36 MEUR, déléguée à l'AFD pour la mise en œuvre du projet. La Tanzanie, dépendante de l'hydroélectricité et des

centrales thermiques (principalement au gaz) pour son approvisionnement en électricité, dispose d'un potentiel considérable d'énergies renouvelables encore inexploitées. Face à la croissance rapide du pays (hausse de près de 40 % de la population en dix ans) le gouvernement tanzanien entend exploiter ce potentiel pour répondre aux besoins énergétiques, tout en intensifiant son engagement sur une transition bas-carbone mobilisant des moyens de production renouvelables.

## Industrie, transport et services

### Afrique du Sud – Nouvel essor du transport maritime par conteneurs malgré une faible performance du secteur logistique

Les statistiques hebdomadaires de l'Association des entreprises du secteur logistique (SAAFF), et la Bidvest International Logistics (BIL) font ressortir un net rebond du marché du container maritime qui a retrouvé ses niveaux pré-pandémie de Covid-19. Le marché a notamment bénéficié de la hausse du trafic mondial de navires porte-conteneurs en service et d'une diminution des prix du fret (-80% par rapport à l'année dernière). Les ports sud-africains se sont par ailleurs désengorgés. Toutefois, pour rappel, les ports à conteneurs de Durban, Ngqura et Cape Town se classent parmi les onze derniers sur 348 terminaux en termes de performance selon un rapport de la Banque mondiale publiée en 2022. Le secteur est notamment touché par la crise énergétique, une gestion peu performante et un vandalisme récurrent. A titre d'exemple, SAAFF a estimé que le coût des vols de câbles atteindrait près de 47 Mds ZAR (2,2 Mds EUR) par an pour le secteur. Par ailleurs, la dégradation du fret ferroviaire géré par l'entreprise publique Transnet limite également la performance logistique de l'entreprise publique, en dépit du rebond du marché.

### Tchad – Financement par l'UE et la BEI de la réhabilitation du corridor routier Tchad-Cameroun

Le 23 mars 2023 a eu lieu la cérémonie de signature de la convention pour le financement de la réhabilitation du corridor routier Tchad-Cameroun, financement de 115 Mds FCFA octroyé par l'Union Européenne et la Banque Européenne d'Investissement (BEI). Cette cérémonie s'est tenue en présence des Ministres des Infrastructures et de la Prospective Economique. La réhabilitation de cet axe routier devrait contribuer au désenclavement des provinces du sud ainsi qu'à leur développement économique et commercial. Cet axe commercial est également d'un enjeu futur crucial en vue du développement de certaines zones économiques spéciales (ZES) dans le sud du pays.

### République Démocratique du Congo – Signature de l'accord-cadre sur les études de pré faisabilité de la ZES dédiée à la chaîne de valeur des batteries et véhicules électriques

Le Premier Ministre de RDC M. Jean-Michel Sama Lukonde, a présidé le 27 Mars dernier la cérémonie de signature de l'Accord-cadre pour le lancement de l'étude de pré faisabilité de la Zone Économique spéciale transfrontalière dédiée au projet de chaîne de valeur des batteries et des véhicules électriques en RDC. La signature de cet accord s'est effectuée entre le ministre des Finances, de l'Industrie et le ministre Zambien du Commerce. L'étude de pré faisabilité qui va être réalisée dans le cadre de ce projet doit permettre de concevoir un plan d'exécution et un modèle opérationnel pour la création et l'exploitation de cette ZES, élaborer un plan de financement et des stratégies de mobilisation de fonds, et concevoir en particulier une stratégie de promotion des investissements dédiés à cette zone.

## Zimbabwe – Le gouvernement lance un processus de sauvetage pour l'opérateur Telecel

Le gouvernement zimbabwéen a lancé le processus de sauvetage pour redresser l'opérateur public Telecel, dont la dette total atteint plus de 24 Mds USD. En effet, l'entreprise publique a vu sa base d'abonnés chuter de près de 75% - passant de 1,6 million en 2017 à 390 000 en 2022 (soit moins de 3% de part de marché). En conformité avec la loi sur l'insolvabilité des entreprises, la société Aurifin Capital - société sud-africaine - a été nommé administrateur et sera en charge de relancer les activités de Telecel. Cette procédure intervient alors que le secteur de la télécommunication zimbabwéen fait face à des défis importants – cadre macroéconomique particulièrement fragile (spirale inflation/dépréciation de la devise locale qui touche directement le pouvoir d'achat des ménages), actes répétés de vandalisme sur les infrastructures et difficulté d'approvisionnement en électricité (coupures récurrentes). Dans ce contexte, l'Autorité zimbabwéenne de régulation des postes et télécommunications (POTRAZ) a par ailleurs approuvé une augmentation des tarifs des services fournis par l'ensemble des opérateurs télécoms. Ces derniers ont ainsi mis en œuvre une première augmentation de 50% en février 2023, renouvelée au 1er avril.

campagne précédente et de 6,2% par rapport à la moyenne des 5 dernières années. Toutefois, la production céréalière par habitant est en baisse de 2% par rapport à la moyenne des 5 dernières années. La production de tubercules et de racines est estimée à 212 Mt, soit une hausse de 10% par rapport à la moyenne quinquennale et de 3% à celle de l'année dernière. Les prix de plusieurs céréales de base sont en hausse de 25 à 40% comparativement à la moyenne des 5 dernières années, avec des pics dans des pays comme la Sierra Leone, le Burkina Faso, ainsi que dans les zones d'insécurité. L'insécurité alimentaire toucherait en particulier environ 29,5 M personnes sur la période mars-mai 2023. Si des mesures appropriées ne sont pas prises, ce chiffre pourrait atteindre 42,5 M durant la période de soudure entre juin et août 2023.

## Agriculture et agroalimentaire

### Afrique de l'Ouest – Hausse de l'insécurité alimentaire dans le Sahel et le Golfe de Guinée, malgré une campagne agricole en amélioration

Dans les pays du Sahel et du Golfe de Guinée (CEDEAO + Mauritanie + Tchad), la production céréalière de la campagne agropastorale 2022-2023 est évaluée à 77,2 Mt, en hausse de 7,7% par rapport à la

# Agenda

Juin 2023	<u>French Renewable Energy Tour, Nairobi, Kigali, Addis Abeba</u>
5/6 juin 2023	<u>Africa CEO Forum, Abidjan</u>
12/15 juin 2023	<u>Tastin'France, Johannesburg, Luanda, Addis Abeba</u>
12/16 juin 2023	<u>Rencontre avec la BAFD, Abidjan, Dakar</u>
14/16 juin 2023	<u>Pavillon France (Mining week), Lubumbashi</u>
19/23 juin 2023	<u>Tastin'France, Nairobi, Douala, Lagos</u>
26/30 juin 2023	<u>Tastin'France, Abidjan, Accra, Cotonou</u>
26/30 juin 2023	<u>Business seminar Smart &amp; sustainable cities, Dakar</u>
Juillet 2023	<u>Mission Tech in Fab Explore &amp; Match, Kenya</u>
Juillet 2023	<u>Inspire &amp; connect Kenya, Nairobi</u>
3/7 juillet	<u>Mission bailleurs de fonds Madagascar &amp; Afrique du Sud</u>
4/5 juillet 2023	<u>Atelier Côte d'Ivoire, Paris</u>
Septembre 2023	<u>French Mobility Days, Dar Ess Salaam, Addis Abeba</u>
Septembre 2023	<u>French EDTECH &amp; HRTECH Tour Afrique, Abidjan, Douala</u>
11/12 septembre 2023	<u>Business Meetings Institutions postales Afrique, Tunis</u>
20/22 septembre 2023	<u>French Agri Days, Innovation Summit, Cape Town</u>
25/29 septembre 2023	<u>Business Expedition Second œuvre, Douala, Lagos</u>
Octobre/novembre 2023	<u>Mission multisectorielle explore &amp; Match, Afrique de l'Est, Madagascar, Maurice</u>
4/5 octobre 2023	<u>Ambition Africa 2023, Paris</u>
7/11 octobre 2023	<u>Business Meeting (Anuga), Cologne</u>
9/11 octobre 2023	<u>Business Seminar Meteorologie, Abuja</u>
9/13 octobre 2023	<u>French oil &amp; gas days, Lagos, Port Harcourt</u>
Novembre 2023	<u>French Maritime Tour, Mombassa, Dar Es Salaam, Zanzibar</u>
Novembre 2023	<u>Business Seminar Ville Durable, Nairobi, Kampala</u>
Novembre 2023	<u>French Mining Days – Rencontres d'affaires, Angola</u>
3/12 novembre 2023	<u>Pavillon France (Sara), Abidjan</u>
7/9 novembre 2023	<u>Business seminar french environnemental, Johannesburg, Cape Town</u>

8/10 novembre 2023	<u><a href="#">AfricaCom, Cape Town</a></u>
13 novembre/12 décembre 2023	<u><a href="#">French Rail tour - rencontre d'affaires, Alger, Abidjan, Conakry</a></u>
14/15 novembre 2023	<u><a href="#">Business Seminar SIG, Douala</a></u>
14/16 novembre 2023	<u><a href="#">AfricaCom, Cape Town</a></u>
20/22 novembre 2023	<u><a href="#">Business Meeting (VIV MEA), Abu Dhabi</a></u>
23/25 novembre 2023	<u><a href="#">Ateliers de la coopération consultative et économique, Rendez-vous d'affaires francophones et africains, Bordeaux</a></u>
27 novembre/ 2 décembre 2023	<u><a href="#">Africa Games Week 2023</a></u>
28/30 novembre 2023	<u><a href="#">Business Expedition Maritime – Douala, Kribi</a></u>
29 novembre 2023	<u><a href="#">Emerging Valley, sommet international dédié à l'innovation africaine, Marseille</a></u>



# Contacts

## Afrique australe

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/ZA>

Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Namibie, Malawi, Zambie, Zimbabwe  
Contact : Bertrand FURNO

### Angola

Contact : François REMOVILLE

### Mozambique, Eswatini

Contact : Pierre SEJOURNE

## Afrique centrale

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CM>

Cameroun, Centrafrique, Guinée Equatoriale, Tchad  
Contact : Michel DROBNIAK

### Congo

Contact : Guillaume PREVOST

### RDC

Contact : Thierry BLIN

### Gabon, Sao-Tomé

Contact : Pascal FORNAGE

## Afrique de l'Est et Océan indien

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/KE>

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda  
Contact : Jérôme BACONIN

### Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Contact : Frédéric CHOBLET

### Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Contact : Julien DEFRANCE

### Ouganda, Soudan du Sud

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

### Tanzanie

Contact : Annie BIRO

### Soudan

Contact : Rafael SANTOS

## Afrique de l'Ouest

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CI>

### Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Guinée, Libéria, Sierra Leone

Contact : Daniel GALLISSAIRES

### Sénégal, Mauritanie, Cap Vert, Gambie

Contact : Christophe MORCHOINE

### Togo, Bénin

Contact : Jérôme FROUTE

### Burkina Faso, Niger

Contact : Béatrice ALPERTE

### Mali

Contact : Valéry ALVES

## Nigéria-Ghana

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/NG>

### Nigéria

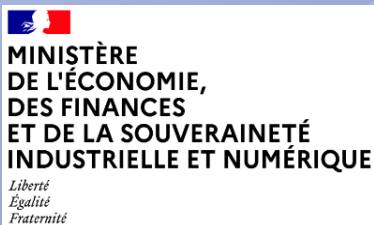
Contact : Pascal FURTH

### Ghana

Contact : Jean-Noël BLANC

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](https://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Bureau Multifin 2

Stéphane Tabarié ([stephane.tabarie@dgtresor.gouv.fr](mailto:stephane.tabarie@dgtresor.gouv.fr))

Pauline Fournel ([pauline.fournel@dgtresor.gouv.fr](mailto:pauline.fournel@dgtresor.gouv.fr))

Andrea Scillieri ([andrea.scillieri@dgtresor.gouv.fr](mailto:andrea.scillieri@dgtresor.gouv.fr))

Rédacteurs : Services économiques situés en Afrique subsaharienne

Pour s'abonner : <https://login.newsletter-dgtresor.fr/subscribe/>

Pour se désabonner : <https://login.newsletter-dgtresor.fr/unsubscribe/>